



"Mettre à l'arrêt le pays le 7 mars" pour faire reculer Macron sur les deux ans ferme qu'il entend nous imposer dans le cadre de sa réforme des retraites : voilà l'appel national, que nous faisons nôtre.

Nationalement, Cheminots, secteur du déchet, Transports routier, Chimie, Energie (EDF-GDF-Engie) à la Poste, chez Orange ou encore à la RATP, de nombreuses fédérations ou syndicats ont décidé d'enclencher et mettre en discussion dans les entreprises la grève reconductible à partir du 7.

Le 7 mars, opération DDFIP80 vide

Nous appelons tous les agents de la DDFIP80 à se mettre massivement en grève le 7 mars et à participer aux actions de blocage, à rejoindre les piquets de grève interpro, à participer aux manifestations organisées dans leur département. Pour ceux qui feraient le choix de ne pas être dans l'action, nous les invitons à rester chez eux en télétravail exceptionnel. Faisons du 7 mars une journée morte dans les ESI !

Le 8 mars, journée internationale des droits pour les femmes, on continue ! Toutes et tous en grève dans les actions de blocage du matin et dans les manifestations. En mettant en avant dans les cortèges de tête les femmes travailleuses, premières victimes de Macron, les plus touchées par sa contre réforme des retraites.



Dans la Somme, à Amiens

Blocage d'Amiens dès 4h du matin :
- zone industrielle Nord
- zones commerciales Glisy, Dury, Rivery
- rectorat

Rassemblement devant le CFP DGFIP de Rollin dès 10h

7 mars manifestation 14h
maison de la culture

8 mars manifestation 14h
maison de la culture

Les 7 et 8 mars 2023

adoptons les gestes barrières



N'allons surtout pas
au travail !



Participons aux
manifestations !

**Rendez vous le 07 mars à 10 heures
Devant le site Rollin , puis
ensemble nous irons à 14 heures
à la manifestation devant la maison
de la culture .**

Réel ou imaginaire le problème de financement !

Ce que le Gouvernement refuse de nous dire c'est que depuis 1982, la part des richesses produite par les travailleurs qui leur revient a baissé de 8,7 points (112 milliards) au profit du capital.

Pourquoi ne nous dit-il pas non plus que les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 ont représenté 56,5 milliards d'euros en 2022.

Il garde bien sous silence également qu'en 2023, l'ensemble des exonérations de cotisations sociales va s'élever à 84 milliards d'euros. La plupart sont compensées à la Sécurité sociale par l'État. C'est donc ce dernier qui subit le manque à gagner. D'une pierre deux coups puisque cela ferait un excellent argument pour dégeler le point d'indice des fonctionnaires.

Il refuse aussi de nous dire que l'évasion fiscale est estimée à 80 milliards d'euros par an et pourtant en à peine 12 ans, ce sont 20% des emplois qui ont été supprimés aux Finances publiques.

Ce gouvernement n'a pas plus abordé la possibilité d'augmenter les cotisations retraites (même si nous venons de le voir, il est facile d'équilibrer le système autrement). Pour un Smic, ça représenterait 14 euros par mois et pour un salaire à 2500 euros bruts, 20 euros par mois.